

Dire l'autre : appropriation culturelle, voix autochtones et liberté d'expression d'Ethel Groffier

Khalil Khalsi

Number 274, Winter 2021

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/95182ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Spirale magazine culturel inc.

ISSN

0225-9044 (print)

1923-3213 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

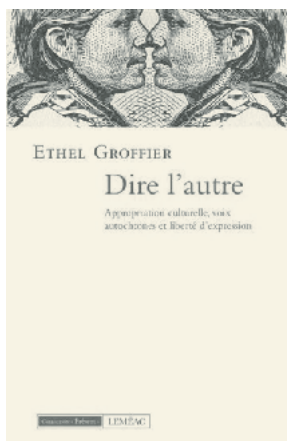
Khalsi, K. (2021). Review of [*Dire l'autre : appropriation culturelle, voix autochtones et liberté d'expression* d'Ethel Groffier]. *Spirale*, (274), 78–79.

LES AUTRES, ÉTERNELLEMENT AUTRES

DIRE L'AUTRE :
APPROPRIATION
CULTURELLE,
VOIX
AUTOCHTONES
ET LIBERTÉ
D'EXPRESSION

ETHEL GROFFIER

Éditions Leméac, 2020,
144 p.



Ethel Groffier est un grand nom de la pensée juridique au Québec. Elle a consacré sa carrière à l'enseignement du droit à l'Université McGill, avant de se tourner, depuis une dizaine d'années, vers l'écriture essayistique. Après un ouvrage tirant la sonnette d'alarme au sujet de la marchandisation de l'université – *Réflexions sur l'université. Le devoir de vigilance* (PUL, 2014) –, dans *Dire l'autre*, paru en janvier 2020, la chercheuse s'attelle à l'élucidation de la question de l'appropriation culturelle. Le débat suscité par ce phénomène secoue les sphères culturelle et médiatique, notamment depuis l'été 2018 au Québec, à la faveur du double scandale suscité par les pièces *SLĀV* et *Kanata* de Robert Lepage. Chacun-e y est allé.e de son opinion, sans même que la résurgence, voire la transformation du concept fût clairement saisie et définie sur le plan théorique – la question de l'appropriation culturelle concernait, à partir du XIX^e siècle, les biens matériels dont les empires coloniaux spoliaient les peuples exploités. Autant dire qu'il y avait alors urgence à repenser le phénomène, ce à quoi l'auteure propose de s'adonner, et ce, au risque que le recul, l'écoute et le souci de l'autre se trouvent sacrifiés à la pulsion de s'alarmer, de trancher, jusqu'à donner des leçons.

Pour bien intentionné qu'il soit, *Dire l'autre* pêche par excès de moralisme et de paternalisme. Car s'il est somme toute bien documenté, il dissimule assez difficilement son parti pris, notamment du fait d'une sympathie envers un artiste comme Lepage. L'essayiste encense ce dernier pour son « *humanisme* » et son aptitude à défendre les Autochtones (en parlant de *Kanata*), qualités qui font que le spectacle *SLĀV* ne porterait pas, selon elle, « *quelque chose d'offensant en soi*. » Par opposition, les accusations d'appropriation culturelle seraient « *souvent frivoles, voire bizarres* » et relèveraient tantôt d'un « *réflexe à la mode* », tantôt du « *dernier engouement en vogue sur les réseaux sociaux* ». En ce sens, les jugements de valeur, qui ne manquent pas de faire sourciller, discréditent d'avance le propos, lequel finira par révéler sa dimension de plaidoyer en faveur des accusés.

LA TENTATION DU BINARISME

En cela consiste justement l'erreur primordiale de l'auteur : se laisser rattraper par la logique du tribunal, malgré sa volonté initiale de dépasser le binarisme du débat – pour ou contre l'appropriation culturelle ? Mais la structure du livre semble couper court à un tel effort : le premier chapitre tente de définir l'appropriation culturelle et d'en démêler l'imbricatio, tandis que le dernier se consacre à cette fameuse liberté – d'expression ou de création ? Peu importe, l'essai recourt aux deux formes de manière « interchangeable », sous prétexte que c'est le cas « dans les débats et controverses ». Soit. En tout cas, il ne déroge pas à la loi de la sacro-sainte liberté inaliénable de l'artiste qui « ne peint pas en premier lieu pour les autres ». En un tournemain, cette position confirme le statut d'exception dont jouirait l'art vis-à-vis des autres sphères de l'existence, et balaie non seulement toute l'histoire de l'art engagé, mais la portée même de l'art au sens phénoménologique et herméneutique, telle que pensée notamment par Hannah Arendt : l'œuvre d'art censée « apparaître », depuis l'intelligible au sensible, pour éclairer le réel et forger un certain sens de l'avenir collectif.

Chassez le binarisme, il revient à la page 83, où l'essayiste s'adresse à un « nous » auquel elle tente d'expliquer la vision du monde autochtone. Le faux-pas de ce « nous » inclut un lectorat vu comme blanc et, par corollaire, met à distance l'Autre, l'Autochtone, ce tiers à propos duquel on ne fera jamais que dissenter, bien que l'essayiste fasse l'effort de citer abondamment des auteur-es issu-es de ces cultures. Mais si les deuxième et troisième chapitres, intermédiaires, permettent à l'auteure d'explicitier le contexte historique et politique à partir duquel les Autochtones réclament leur droit à l'autoreprésentation, ils contribuent néanmoins à délégitimer la position de celle qui écrit donc à partir d'un « nous » aux yeux duquel les Autochtones d'Amérique du Nord continueraient d'être une masse monolithique, compacte et informe, aux visions du monde invariables et aux us et coutumes fossilisés. Ainsi, « [q]uand une rivière ou un lac est pollué, ils [les Autochtones] le ressentent comme un deuil » ; mais en plus d'avoir un cerveau collectif comme celui des abeilles, les Premières Nations, toutes autant qu'elles sont, doivent aussi accepter de se faire dire comment intervenir dans le débat public concernant, par le truchement d'une des leurs, fort heureusement, car Groffier approuve : « Mais les Autochtones feraient bien de suivre le conseil de Jeannette Armstrong qui, s'adressant à eux, après avoir admonesté les écrivains allochtones, dit quelque chose qui mériterait d'être médité par certains de ses collègues : « Ne commettez pas l'erreur courante qui consiste à dénigrer un peuple ; l'objet de nos critiques doit être plutôt des systèmes et des appareils. »

« DIRE L'AUTRE » MAIS NE DIRE QUE SOI-MÊME

De telles maladresses auraient pu, par ailleurs, être bénignes, si le texte entier ne patageait pas dans un brouhaha de citations indémêlables, dont rares sont celles qui pointent vers l'épistémologie, l'un des terrains les plus favorables à une élucidation rigoureuse et à un débat constructif autour d'un sujet aussi délicat. Le texte est souvent brouillon et souffre d'une langue parfois incorrecte, voire de confusions sémantiques ; aussi, par exemple, l'auteure définit-elle « indigénité, blanchité, blackness » comme des races, lorsqu'elle n'en parle pas comme de cultures, et du même coup elle réactive – à l'américaine – un concept éculé biologiquement, en plus de faire signe vers un certain essentialisme qui aurait de quoi saper d'emblée les bases d'une discussion viable sur l'empathie et la résonance entre les cultures.

Mais surtout, cela aurait pu être bénin si les accusations d'appropriation culturelle avaient été définies comme un phénomène de société, fût-il de mode, et non comme un objet sur le devenir duquel statuer. Si avait été dressée une typologie des accusations avec une distinction entre les domaines concernés : artistique, culinaire, vestimentaire, territorial, etc. Si la question de l'appropriation avait été rapportée au mal insidieux où elle s'origine : l'impérialisme, et ce qui le maintient : la marchandisation de l'art (Robert Lepage n'est plus seulement un artiste, mais un industriel de la culture). Si l'on avait considéré tous les malaises qui convergent vers ce phénomène et le cristallisent : d'un côté, la répression coloniale et, de l'autre, la fragilité identitaire et le repli sur les particularismes culturels favorisés par la mondialisation et un sentiment d'insécurité tous azimuts. En fait, si toute l'analyse avait été resserrée autour de ce vers quoi pointent tous ces aspects : le politique.

Par ailleurs, la volonté initiale de l'auteure de dépasser le binarisme s'avoue vaincue par l'urgence de statuer sur un phénomène dont les mécanismes sont profondément enracinés dans l'altérité. Les dynamiques de pouvoir entrant en jeu dans l'appropriation culturelle sont effectivement si insidieuses qu'elles ne peuvent être révélées et auscultées que par le biais d'une « pensée complexe », pour le dire avec Edgar Morin, qui avance par conjonction – et non par disjonction et opposition –, et surtout par la remise en question des catégories établies. Car si la censure et l'autocensure sont, en effet, les échos de l'autocratie, se rendre sensible aux méfaits de l'appropriation culturelle ne signifie pas renoncer à la création. Il s'agirait plutôt d'accepter de développer une éthique plus soucieuse du monde, qui ne se nourrisse pas simplement de ce dernier pour le dire – et, en fin de compte, ne dire que soi-même –, mais qui puisse prendre ses distances vis-à-vis d'un certain cannibalisme de la représentation laquelle, voulant naïvement représenter l'autre, contribue à en perpétuer le stéréotype, à l'objectiver indéfiniment et, finalement, à annihiler toute possibilité de reconnaître sa subjectivité.